Le Prix Goldman pour l'environnement 2010

Partage international nº 262 – Juin 2010

Le Prix Goldman pour l'environnement est, avec un montant de 150 000 dollars, la récompense la plus importante accordée à des défenseurs de l'environnement à titre individuel.

Tuy Sereivathana apaise le conflit entre les éléphants et les populations rurales au Cambodge.

Avec la réduction de leur habitat naturel, les éléphants ont dû rechercher de la nourriture hors des forêts où ils vivaient, ce qui a entraîné des destructions dans les fermes environnantes et de nombreux conflits avec les locaux. Des fermiers désespérés ont parfois tué des éléphants pour protéger leurs récoltes.

Tuy Sereivathana, qui garde des parcs nationaux cambodgiens, a travaillé sur tout le pays en liaison avec les villageois, et a étudié la migration des éléphants et leurs écosystèmes. Prenant conscience de l'incapacité des habitants des communautés rurales à gérer leur conflit avec les éléphants, il a réfléchit à des solutions.

Tuy, surnommé affectueusement « oncle éléphant » a appris aux villageois à éloigner les éléphants avec des moyens simples comme les pousses de piment rouge et autres plantes locales, des barrières, des feux d'artifices et des cornes de brume. Il les a encouragés à coopérer pour organiser des groupes de vigilance de nuit afin de protéger les champs. Il leur a aussi montré les bienfaits de la rotation des cultures et de la diversification.

En 2008, Tuy a fait venir des instituteurs dans les régions isolées qui pâtissaient du conflit avec les éléphants. Il a fait construire quatre écoles qui enseignent à 250 enfants l'écologie, la vie des éléphants et des autres animaux sauvages, et l'art de vivre en harmonie avec la nature. Il n'y a plus eu un seul assassinat d'éléphant depuis 2005.

Malgorzata Gorska protège l'une des dernières zones sauvages d'Europe.

La région du nord-est de la Pologne possède encore l'un des derniers vestiges de nature sauvage en Europe. La rivière Rospuda y serpente à travers des forêts vierges primitives, d'anciennes tourbières et des zones humides. Cette vallée est bien connue pour son intérêt environnemental.

Mais en 1996, le projet Route européenne 67, une autoroute reliant Helsinki à Prague, a directement menacé la vallée. Dès le départ, les scientifiques et les défenseurs de l'environnement ont demandé aux promoteurs d'étudier une route alternative qui épargnerait les écosystèmes uniques de la vallée, mais le gouvernement s'est rangé du côté des promoteurs.

Au même moment, la Pologne entrait dans l'Union européenne et la vallée de la Rospuda fut classée zone protégée dans le cadre du réseau européen Natura 2000 visant à protéger de façon permanente les sites naturels ou semi-naturels ayant une valeur patrimoniale au sein des pays membres de l'Union. La Pologne a ignoré le sujet et a poursuivi le projet initial.

Malgorzata Gorska, militante de la Ligue polonaise pour la protection des oiseaux, a rejoint la lutte contre l'autoroute en 2002, et a réussi à rassembler une large coalition d'activistes et d'ONG pour protéger la vallée de la Rospuda.

Avec l'aide d'avocats, elle a attaqué en justice le gouvernement polonais, et a été parmi les chefs de file d'une campagne nationale qui a convaincu des milliers de polonais de porter des rubans verts pour marquer leur soutien à cette action. Elle a également travaillé en étroite collaboration avec les médias pour faire connaître les arguments s'opposant au projet officiel de l'autoroute.

Face à la résistance du gouvernement polonais, M. Gorska et sa coalition se sont réunis avec la Commission européenne afin de faire bloquer la construction sur la base de la violation des règlements du réseau Natura 2000. Ces efforts ont été payants : le Parlement européen et la Cour européenne de justice ont exigé l'arrêt immédiat du projet sur la portion qui représentait une menace pour la zone naturelle ; et de son côté, la justice polonaise a trouvé que le projet violait les lois du pays. En mars 2009, la pression de la société civile et celle de l'UE a finalement contraint le gouvernement polonais à décider de ne pas faire passer la Route européenne 67 par la vallée de la Rospuda.

Humberto Rios Lambrada promeut une agriculture durable à Cuba.

Dans les années 1950 et 1960, Cuba a adopté un système d'agriculture intensive utilisant de grandes quantités de produits chimiques. Dans un premier temps, la production de sucre a augmenté et les besoins en main-d'œuvre ont diminué. Si ce système a pu servir les besoins économiques du pays pendant plusieurs décennies, il a ensuite révélé de graves inconvénients. Plus de la moitié des surfaces cultivables étaient plantées en canne à sucre et sur les autres terres, les fermiers n'utilisaient qu'une petite sélection de graines à haut rendement dans le cadre d'une agriculture chimique intensive. La plus grande partie du sol cubain s'est ainsi retrouvée inondée de polluants issus de l'agrochimie.

Avec la chute du communisme en Europe dans les années 1990, Cuba a perdu ses principaux partenaires économiques et donc ses sources d'approvisionnement en pesticides et engrais chimiques. Le secteur agricole cubain se retrouva paralysé, et une grave pénurie alimentaire s'ensuivit. Pour trouver une solution à cette crise, le gouvernement distribua des parcelles de terre cultivable à de petites coopératives agricoles. Les fermiers furent obligés de revenir à une agriculture naturelle comme aux temps préindustriels, et de réintroduire la rotation des cultures et l'expérimentation des semences. Le sol de ces fermes commença ainsi à se régénérer.

Pendant ce temps, Humberto Rios, un musicien local, faisait ses études d'ingénieur agricole. Il découvrit cette nouvelle évolution lors de travaux pratiques sur le terrain, et, convaincu qu'elle pouvait être la solution au problème d'approvisionnement alimentaire de son pays, il entreprit de la promouvoir.

H. Rios organisa des visites de chercheurs et d'enseignants autour de l'île pour créer des centres d'apprentissage en coopération avec les fermiers, pour développer une agriculture durable et la diversité des semences. Il a contribué à mettre en relation les fermiers entre eux, les encourageant à partager leurs connaissances lors de foires agricoles.

Dans des régions où l'on ne cultivait auparavant qu'un nombre limité de plantes, les fermiers ont pu multiplier les variétés - haricots, maïs, riz, etc., -en utilisant peu ou pas de pesticides chimiques.

Aujourd'hui, plus de 50 000 fermiers pratiquent cette agriculture responsable favorisant la biodiversité. H. Rios continue son travail pour développer une agriculture durable à Cuba et participe également à des projets similaires au Mexique.

Lynn Henning règlemente l'élevage industriel intensif aux Etats-Unis.

Les secteurs de l'élevage et de l'industrie laitière dans l'Etat du Michigan représentent un énorme poids politique, mais les conséquences environnementales de leurs activités ont donné naissance à un mouvement citoyen de lutte contre les CAFOs (Concentrated Animal Feeding Operations), installations d'élevage intensif.

Les CAFOs confinent des milliers d'animaux dans des enclos ou dans d'énormes structures sans fenêtres ni végétation naturelle. Des nettoyeurs à haute pression retirent les déchets et excréments en utilisant des solvants chimiques puissants, et les effluents hautement toxiques sont collectés dans des fosses à ciel ouvert ou des cuves. Ne subissant aucun traitement, ils y fermentent pendant des semaines, générant des émanations toxiques et des gaz dangereux comme le méthane, l'ammonium et le sulfure d'hydrogène.

Ce liquide est répandu comme « engrais » sur les champs environnants, et aboutit dans les nappes phréatiques et les rivières, contaminant tout le réseau d'eau potable. Cette situation entraîne des problèmes de santé importants chez les habitants comme des intoxications au sulfure d'hydrogène et une parasitose intestinale humaine appelée la giardiase.

Alors que les villes sont soumises à des normes de traitement strictes pour le traitement de leurs effluents, les CAFOs n'y sont pas tenues. De plus, les lois qui dictent les normes environnementales concernant les CAFOs ont été régulièrement allégées depuis les années 1990.

Lynn Henning, figure bien connue au Michigan, réclame aux autorités de l'Etat et au gouvernement américain que les éleveurs industriels soient obligés de se soumettre aux normes officielles environnementales sur la qualité de l'air et de l'eau. Avec son mari, Lynn cultive des centaines d'hectares de maïs et de soja à moins de quinze kilomètres d'une douzaine de CAFOs.

En 2000, elle a formé avec quelques voisins et d'autres fermiers une association pour amener les CAFOs devant la justice. En collaboration avec l'Agence de protection environnementale, ils ont réussi à monter un dossier sur les rejets toxiques provenant des CAFOs, leur localisation et leur origine.

Elle a fait parvenir ces informations aux autorités du Michigan pour les encourager à prendre des mesures contraignantes pour les CAFOs. Sous la pression, le département de la Qualité environnementale du Michigan a émis des centaines de procès verbaux à l'encontre de CAFOs pour violation des normes environnementales.

Lynn Henning a récemment participé à la création d'un comité rassemblant des représentants des départements de l'Agriculture et de la Santé de l'Etat du Michigan, la direction de la Qualité environnementale et diverses ONG. Ce comité est chargé de conduire la première évaluation jamais faite sur l'impact des CAFOs sur la santé publique.

Thuli Brilliance Makama permet la participation des habitants du Swaziland à la politique environnementale.

Le Swaziland, petit royaume d'Afrique, est une destination touristique de réputation mondiale pour la richesse de sa faune sauvage et la chasse au grand gibier. Mais les populations rurales, confrontées à une pauvreté croissante, ont été forcées de quitter leurs terres pour permettre la création de réserves de chasse privées. La chasse et la cueillette sont leurs uniques moyens de subsistance ; pourtant à l'intérieur ou à proximité de ces espaces protégés, ils sont considérés comme des braconniers et doivent faire face aux intimidations et à la violence. Pendant des années, nombre d'entre eux ont été abattus par les « rangers », les employés armés de ces réserves, au nom de la défense de la faune sauvage. En 2002, un amendement de la loi sur la Protection de l'environnement a imposé au Conseil de gestion des questions environnementales, la Swaziland Environment Authority, d'accepter parmi ses membres au moins un représentant des ONG environnementales. Cependant, le ministre de l'Environnement n'a pas respecté la loi.

Thuli Brilliance Makama, unique avocate spécialisée dans les questions environnementales d'intérêt public, a poursuivi le ministre devant la Haute Cour de justice. En avril 2009, la Cour lui a donné raison dans une sentence qui a permis aux groupes d'activistes locaux de participer à la prise de décision concernant les réserves privées de chasse et a redonné de l'espoir aux populations qui jouxtent ces réserves.

Randall Arauz lutte pour l'interdiction du commerce des ailerons de requin.

Au cours des cinquante dernières années, les populations de requins ont décliné de 90 % en raison de la surpêche et de la demande croissante d'ailerons de requin.

En 2004, le Costa Rica était le troisième plus gros exportateur d'ailerons de requin. Des bateaux de Taiwan, de Chine, d'Indonésie et d'autres pays viennent dans les eaux riches en requins, payent des droits aux gouvernements locaux pour accoster dans leurs ports, et envoient leurs prises sur les marchés asiatiques.

Randall Arauz, défenseur de la nature et biologiste, est devenu l'un des chefs de file mondiaux de la lutte contre la chasse aux requins pour leurs ailerons. En 2003, il a réalisé un film montrant un bateau taïwanais déchargeant illégalement sur un quai privé, tard dans la nuit, 30 tonnes d'ailerons de requin, représentant la mort de 30 000 requins. L'impact de ce film lui a permis de bénéficier du soutien de la communauté internationale et du peuple costaricain pour ses prochaines campagnes contre la pêche au requin.

R. Arauz a réussi à récolter 80 000 signatures de citoyens et de 35 députés de l'Assemblée législative pour une pétition demandant au président du Costa Rica l'arrêt de cette pêche et la fermeture des quais privés au trafic maritime international, conformément à la législation douanière en vigueur.

Une nouvelle loi sur la pêche a été promulguée en février 2005 interdisant la pêche au requin pour ses ailerons et oblige les pêcheurs à ramener à terre leurs poissons entiers. La nouvelle loi prévoit des amendes et des peines de prison.

Mais face aux violations répétées de la loi et au peu de zèle des autorités à la faire respecter, il a intenté un procès à deux ministères du gouvernement costaricain devant la plus haute juridiction du pays. En 2006, la Cour a statué en sa faveur.

R. Arauz a également travaillé étroitement avec le ministère des Affaires étrangères et le Congrès pour exhorter les Nations unies à interdire la découpe des ailerons de requin en mer. En 2007, l'Assemblée générale a approuvé une résolution appelant les pays membres à imposer que les pêcheurs débarquent leurs poissons entiers, un processus appelé depuis « la méthode costaricaine ».

Sources : GoldmanPrize.org
Thématiques : environnement
Rubrique : Divers